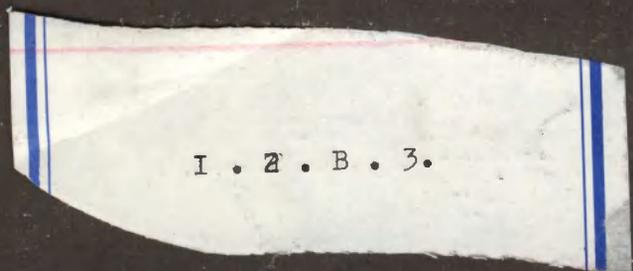


18  
ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

ARCHIVES -  
REPERES  
- 200 PAGES -  
REPERES

# DANEMARK



JANVIER 1964

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET  
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PARIS

# DANEMARK

## STATISTIQUES DE BASE

### TERRITOIRE

Superficie (en milliers de km <sup>2</sup> ) .....	43	Population Urbaine y compris les ban-	
Territoire agricole (en milliers de km <sup>2</sup> ) .....	31	lieues (juillet 1963) :	
		Copenhague .....	1 348 000
		Autres agglomérations .....	1 427 000

### POPULATION

Population (juillet 1963) .....	4 681 500	Population active totale (1960) .....	2 094 000
Nombre d'habitants au km <sup>2</sup> .....	109	dont population active agricole .....	366 000
Accroissement démographique naturel net (moyenne 1960-1962) .....	32 700		
Accroissement démographique naturel net pour 1 000 habitants (moyenne 1960-1962) .....	7,1		

### PRODUCTION

Produit national brut en 1962 (millions de couronnes) .....	50 900	Formation brute de capital fixe en 1962 :	
P.N.B. par habitant (en dollars des Etats-Unis) .....	1 584	— en pourcentage du P.N.B. ....	21
		— par habitant (en dollars des Etats-Unis) .....	330

### ÉTAT

Consommation du secteur en 1962 (en pourcentage du P.N.B.) .....	13	Composition du Parlement (Nombre de sièges)	
Recettes ordinaires de l'Etat en 1962 (en pourcentage du P.N.B.) .....	29	— Sociaux démocrates .....	76
Formation brute de capital fixe du secteur public (en pourcentage du P.N.B.) .....	2	— Sociaux libéraux .....	11
		— Libéraux .....	38
		— Conservateurs .....	32
		— Parti indépendant .....	6
		— Socialistes de gauche .....	11
		— Minorité allemande .....	1
		— Groenland et îles Féroé .....	4
		Total .....	179
		Les dernières élections générales ont eu lieu en 1960	
		Les prochaines élections auront lieu en 1964.	

### NIVEAU DE VIE

Calories par habitant et par jour (1961-1962) .....	3 370	Nombre d'automobiles de tourisme en circulation pour 1.000 habitants (décembre 1962) .....	117
Gains horaires moyens des travailleurs des industries manufacturières et de la construction en 1962 (en couronnes) ...	7,39	Nombre de postes téléphoniques pour 1.000 habitants (1960) .....	236
		Nombre de postes de radio déclarés pour 1.000 habitants (1960) .....	332

### COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations :		Importations :	
Exportations de biens et services en pourcentage du P.N.B. (1962) .....	29	Importations de biens et services en pourcentage du P.N.B. (1962) .....	33
Principales exportations de 1962 (en pourcentage des exportations totales de marchandises) :		Principales importations de 1962 (en pourcentage des importations totales de marchandises) :	
— Produits agricoles .....	40	— Machines .....	13
— Viande et lait en boîte .....	7	— Combustibles .....	12
— Produits industriels .....	46	— Métaux de base .....	9
— Autres produits .....	7	— Matériel de transports .....	11
		— Textiles .....	9

### MONNAIE

Unité monétaire : couronnes.

6,91 unités monétaires : 1 dollar des Etats-Unis.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

# DANEMARK

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

*L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, par les Membres de l'Organisation Européenne de Coopération Economique, ainsi que par le Canada et les Etats-Unis. Aux termes de cette Convention, l'O.C.D.E. a pour objectif de promouvoir des politiques visant :*

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et à contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;*
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ;*
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.*

*La personnalité juridique que possédait l'Organisation Européenne de Coopération Economique se continue dans l'O.C.D.E., dont la création a pris effet le 30 septembre 1961.*

*Les Membres de l'O.C.D.E. sont : la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.*

---

Ce document a été approuvé  
par le Comité d'Examen des Situations Economiques  
et des Problèmes de Développement  
en janvier 1964.

## TABLE DES MATIÈRES

I. L'ÉVOLUTION RÉCENTE .....	5
Production et demande .....	8
Revenus et prix .....	10
Balance des paiements .....	10
II. LES PERSPECTIVES .....	13
III. LE REMODELAGE DE LA STRUCTURE DE L'ÉCONOMIE.....	14
Données du problème .....	14
Tactique à suivre pour pouvoir aller de l'avant .....	16
Problèmes de politique économique .....	19
IV. CONCLUSIONS .....	21
* * * *	
ANNEXE STATISTIQUE .....	23

**PAGE BLANCHE**

## DANEMARK

1. Les fortes tensions inflationnistes qui s'étaient développées en 1961 et 1962 au Danemark ont été neutralisées. Les prix ont cessé de monter et le déficit de la balance des paiements courants s'est résorbé à la suite de l'application d'un programme de stabilisation très complet, amorcé en 1962 par des mesures financières et par des contrôles visant la construction, puis complété en 1963 par une action directe sur les salaires, les bénéfices, les prix et l'épargne. Durant l'année écoulée, les réserves de devises ont augmenté de façon sensible, les emprunts extérieurs ayant atteint, il est vrai, un volume relativement élevé. Enfin, malgré un ralentissement de l'expansion, le chômage est resté faible.

2. La stabilité économique étant désormais rétablie, une attention plus grande que par le passé peut être consacrée aux problèmes à long terme du Danemark ; en l'occurrence, la nécessité se fait sentir de poursuivre la transformation de la structure de l'économie du pays, de manière à réduire l'importance relative du secteur agricole et à faire une plus large place à l'industrie. C'est pourquoi, après un examen de l'évolution récente et des perspectives à court terme, on analysera dans la présente étude le grand problème de structure qui se pose au Danemark et les mesures qu'il conviendrait de prendre afin de le résoudre.

### I. L'ÉVOLUTION RÉCENTE

3. De fortes pressions s'étaient exercées sur les ressources en 1961 et 1962. Du début de 1961 au milieu de l'année suivante, les prix de détail avaient augmenté d'environ 10 % ; une nouvelle hausse voisine de 4 % s'était en outre produite à l'automne, mais elle avait été causée surtout par l'institution d'une taxe sur les ventes. De son côté, le déficit de la balance des paiements courants était allé en s'aggravant : déjà supérieur à 100 millions de dollars en 1961, il avait atteint une cadence annuelle de 240 millions de dollars au premier semestre de 1962 (montant équivalant à environ 3,5 % du Produit national brut). Les réserves nettes de devises de la Banque nationale et des banques commerciales étaient allés en fléchissant rapidement, en dépit d'entrées de capitaux étrangers, et en septembre 1962 elles ne représentaient plus que 125 millions de dollars, soit moins d'un mois d'importations, à la cadence que celles-ci atteignent à l'époque.

4. En mars 1962, le Gouvernement avait proposé un ensemble de mesures de freinage pour rétablir la stabilité économique. Elles comportaient surtout un durcissement de la politique budgétaire et un ralentissement de la construction. Toutefois, comme il fallait obtenir au préalable l'accord des quatre grands partis politiques, certaines d'entre elles ne purent être adoptées qu'au mois d'août. Rappelons les plus importantes de ces mesures :

- a) Une taxe générale sur les ventes, au taux de 9 %, était instituée à compter du 1<sup>er</sup> août 1962. On avait calculé que cette taxe, perçue au stade du commerce de gros, rapporterait de 800 à 900 millions de couronnes par an, soit environ 10 % des dépenses de l'Etat au titre du budget ordinaire et du budget des investissements. Elle ne s'appliquait ni aux denrées alimentaires, ni aux combustibles, ni aux services.
- b) Un plafond était assigné aux dépenses publiques pour l'exercice 1962-63 (celui dont la clôture est intervenue en mars 1963).
- c) Un freinage allait être exercé sur les ouvertures de chantiers de construction privés et publics.
- d) Les allocations familiales étaient par ailleurs relevées, et les impôts directs, réduits pour les catégories de revenus les plus faibles ; les pensions du régime national de retraites et d'invalidité étaient en outre majorées pour compenser en partie l'incidence de la taxe sur les ventes.
- e) Un abaissement des taux des impôts directs était annoncé pour l'été de 1963, les pertes de recettes fiscales appelées à en résulter étant estimées à environ 750 millions de couronnes danoises.
- f) Enfin, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1963, les impôts directs et indirects ne seraient plus pris en considération dans le calcul de l'indice du coût de la vie utilisé pour l'application de l'échelle mobile des salaires.

5. Ces mesures exercèrent incontestablement une influence stabilisatrice sur l'économie. Cependant, il apparut clairement au début de 1963 que le rétablissement de la stabilité qui venait d'être amorcé était déjà menacé. D'abord, la hausse subie par l'indice du coût de la vie allait entraîner automatiquement une revalorisation des salaires de 3 % en mars-avril. D'autre part, il était nettement à craindre que les négociations sur les revenus, prévues pour le premier semestre de 1963 et qui devaient intéresser à la fois les salaires et les traitements, les revenus des exploitants agricoles et les retraites des vieux travailleurs, n'aboutissent à des majorations excessives des revenus nominaux. Comme, dans la majorité des branches, les négociations collectives n'avaient pas permis de conclure des accords sur les rémunérations, on pouvait craindre aussi de graves conflits du travail. De plus, la réduction annoncée des impôts directs allait entrer prochainement en vigueur. Une intervention de l'Etat devenait manifestement indispensable. Les pouvoirs publics se sont alors efforcés, par une action concertée, de parvenir à un accord général couvrant toutes les questions relatives aux salaires et aux autres revenus et

portant notamment sur la politique fiscale. Comme la situation économique ne permettait guère d'envisager un accroissement des revenus réels, les autorités se sont donné pour but de maintenir le statu quo. En mars, un vaste programme, composé de toute une série de mesures, a été soumis au Parlement et adopté par ce dernier. Enumérons-en les principales dispositions :

- a) Les conventions collectives qui venaient à expiration à la fin de février ont été reconduites pour une période de deux ans ; l'augmentation moyenne des salaires sera limitée à 1,25 % pendant la première année (elle jouera d'ailleurs au seul bénéfice des travailleurs percevant les salaires les plus bas), tandis que pour la seconde année une augmentation générale de 2,5 % est prévue ; les traitements des fonctionnaires et de certaines autres catégories sociales seront parallèlement revalorisés, ainsi que les pensions de retraite et d'invalidité.
- b) Les subventions versées par l'Etat à l'agriculture seront maintenues pendant deux ans au même niveau qu'en 1962-63 ou ne seront que faiblement augmentées ; par ailleurs, le système institué en octobre 1962 pour soutenir les prix agricoles sur le marché intérieur a été prorogé jusqu'au milieu de 1965.
- c) Un blocage des prix et des bénéfices a été institué. Les prix de vente ne pourront être relevés que lorsque cette mesure sera justifiée par un alourdissement des prix de revient, résultant soit des nouvelles dispositions légales, soit d'une augmentation du coût des matières premières ou des transports ; d'autre part, tout accroissement du montant absolu des dividendes distribués est interdit jusqu'en 1965 ; enfin,
- d) Un système d'épargne obligatoire a été adopté, dont le produit servira à compenser la plus grande partie des moins-values fiscales devant résulter de l'allègement des impôts directs.

6. Déjà, grâce aux mesures prises en 1962, le budget se soldait par un fort excédent, de l'ordre de ceux qu'on avait enregistrés pendant la phase d'expansion relativement équilibrée des années 1958 à 1960. Les mesures prises en mars 1963 ont été caractérisées par une intervention exceptionnellement poussée des pouvoirs publics dans le domaine des salaires, des prix et des bénéfices, et par le maintien d'une politique financière assez rigoureuse. De plus, la politique très stricte qui avait été adoptée en novembre 1962 en matière de délivrance du permis de construire, a été complétée par la décision de différer jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre les ouvertures de chantiers de construction publics prévues pour l'exercice 1963-64. Par contre, aucun changement important n'a été apporté à la politique monétaire, les conditions du crédit ayant déjà été resserrées en 1961, époque à laquelle le taux de l'escompte avait été porté à 6,5 %. En fait, pour éviter une hausse trop brutale des taux d'intérêt, la Banque nationale avait dû soutenir le marché des obligations par des opérations d'open market, et elle avait même accru le montant de ses prêts dans les derniers mois de 1962 et au début de 1963.

TABLEAU 1. BUDGET DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

*En millions de couronnes danoises.*

MARS A AVRIL	1960-61	1961-62	1962-63	1963-64 <sup>1</sup>	1964-65 <sup>2</sup>
Recettes ordinaires .....	7.317	8.026	9.830	10.960	11.806
Impôts sur les personnes physiques	2.481	2.600	3.229	3.475	3.907
Impôts sur les sociétés .....	430	449	528	570	700
Droits de douane et taxes indirectes	4.171	4.674	5.704	6.475	6.691
Recettes diverses .....	235	303	369	440	508
Dépenses ordinaires et dépenses d'investissement .....	6.225	7.802	9.114	10.450	11.249
Dépenses civiles ordinaires .....	4.353	5.662	6.508	7.490	8.171
Dépenses civiles d'investissement .....	827	973	1.102	1.340	1.402
Défense nationale (y compris la défense civile) .....	1.045	1.167	1.504	1.620	1.676
Excédent dégagé par le budget ordinaire et le budget des investissements .....	1.092	224	716	510	557
Montant total des dépenses en capital.	926	1.052	768	885	793
Financé par :					
a) Excédent dégagé par le budget ordinaire et le budget des investissements .....	1.092	224	716	510	557
b) Revenu des capitaux <sup>3</sup> .....	201	213	232	595	407
c) Déficit de trésorerie .....	-367	615	-180	-220	-171

1. Budget voté par le Parlement, compte tenu de quelques rectifications.

2. Projet de budget déposé par le Gouvernement.

3. Dont 345 millions de couronnes pour l'exercice 1963-64 et 175 millions pour l'exercice 1964-65 représentent le produit du système d'épargne obligatoire.

*Source* : Statsfinanserne 1963, et renseignements fournis par le Danemark à l'O.C.D.E.

7. Ces mesures ont permis de rétablir la stabilité économique. La balance des paiements s'est sensiblement améliorée et les prix ont cessé de monter. La production et la demande ont connu une expansion plus lente, mais une situation assez proche du plein emploi a pu être maintenue.

#### PRODUCTION ET DEMANDE

8. Faute d'un indice mensuel ou trimestriel de la production, il est difficile d'apprécier comment cette dernière a évolué en 1963. Toutefois, les indicateurs de la demande permettent de penser que le Produit national brut évalué à prix constants n'a augmenté que de 2 % entre 1962 et 1963. Au premier trimestre, l'activité était probablement tombée, en raison des intempéries, au-dessous du niveau enregistré un an plus tôt et le chômage avait fortement augmenté ; mais au printemps et au cours de l'été on a pu constater une reprise. Au troisième trimestre, le nombre des travailleurs assurés pourvus d'un emploi dépassait de 1 % le chiffre du trimestre correspondant de 1962, tandis que celui des chômeurs

inscrits se trouvait exactement ramené au niveau atteint à cette époque. Toutefois, par rapport à l'an dernier, le nombre des heures travaillées dans l'industrie a baissé, du fait surtout d'une réduction du nombre des heures supplémentaires effectuées.

TABLEAU 2. TRAVAILLEURS INSCRITS A DES CAISSES  
D'ASSURANCE CHOMAGE,  
POURVUS D'UN EMPLOI OU EN CHOMAGE

*En milliers de personnes.*

	TRAVAIL- LEURS POURVUS D'UN EMPLOI	TRAVAIL- LEURS EN CHOMAGE <sup>1</sup>
1961, 1 <sup>er</sup> trimestre .....	700	44
2 <sup>e</sup> trimestre .....	726 <sup>2</sup>	18
3 <sup>e</sup> trimestre .....	736	12
4 <sup>e</sup> trimestre .....	727	26
1962, 1 <sup>er</sup> trimestre .....	712	46
2 <sup>e</sup> trimestre .....	746	13
3 <sup>e</sup> trimestre .....	753	9
4 <sup>e</sup> trimestre .....	744	23
1963, 1 <sup>er</sup> trimestre .....	699	70
2 <sup>e</sup> trimestre <sup>3</sup> .....	748	19
3 <sup>e</sup> trimestre <sup>3</sup> .....	761	9

1. Moyenne des relevés hebdomadaires.

2. Y compris un grand nombre de travailleurs en grève ou mis à pied.

3. Non compris une caisse ayant plus de 2.000 adhérents, qui a été englobée dans les statistiques officielles à compter du 1<sup>er</sup> avril 1963.

Source : Statistiske Efterretninger.

9. La demande nette de l'étranger a été le principal moteur de l'expansion en 1963 ; l'accroissement du solde créditeur de la balance des biens et services<sup>1</sup>, dû à une forte augmentation des exportations et à une baisse des importations, a représenté en effet un montant équivalant à quelque 2,5 % du P.N.B. Par contre, la demande intérieure totale, évaluée à prix constants, est restée du même ordre qu'en 1962. Si la consommation du secteur public a continué d'augmenter, celle du secteur privé n'a guère progressé, la demande des consommateurs étant retombée après le gonflement des achats qu'avait provoqué l'annonce de la taxe générale sur les ventes instituée en août 1962 ; au premier semestre de 1963, le volume des ventes au détail est demeuré légèrement inférieur au niveau qu'il atteignait un an plus tôt. Quant à la formation totale de capital fixe, son volume a probablement été très voisin de celui de 1962. La plupart des constructions à usage autre qu'industriel sont assujetties à un

1. Compte non tenu de l'augmentation exceptionnelle des ventes de navires neufs ou d'occasion.

contrôle. D'autre part, comme on l'a déjà signalé, toute nouvelle ouverture de chantiers de construction publics a été différée jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre, de manière à éviter qu'après les intempéries de l'hiver le marché du travail ne soit soumis à une tension excessive pendant l'été. La construction à usage industriel plafonnant elle aussi, le volume des mises en chantier a accusé au premier semestre de 1963 une baisse de 25 % par rapport à la période correspondante de 1962, ce qui a entraîné un fléchissement de 3 % du volume des travaux en cours. Les investissements de l'industrie en biens d'équipement n'ont que peu ou point augmenté. Enfin, les investissements dans les stocks semblent avoir diminué.

#### REVENUS ET PRIX

10. Au milieu de 1963, le montant total des revenus nominaux dépassait de 7 à 8 % son chiffre du milieu de 1962 ; mais, compte tenu de l'augmentation des impôts directs versés à l'Etat et de la hausse des prix (due en partie à la nouvelle taxe sur les ventes), les revenus disponibles réels n'étaient pas plus élevés qu'un an plus tôt.

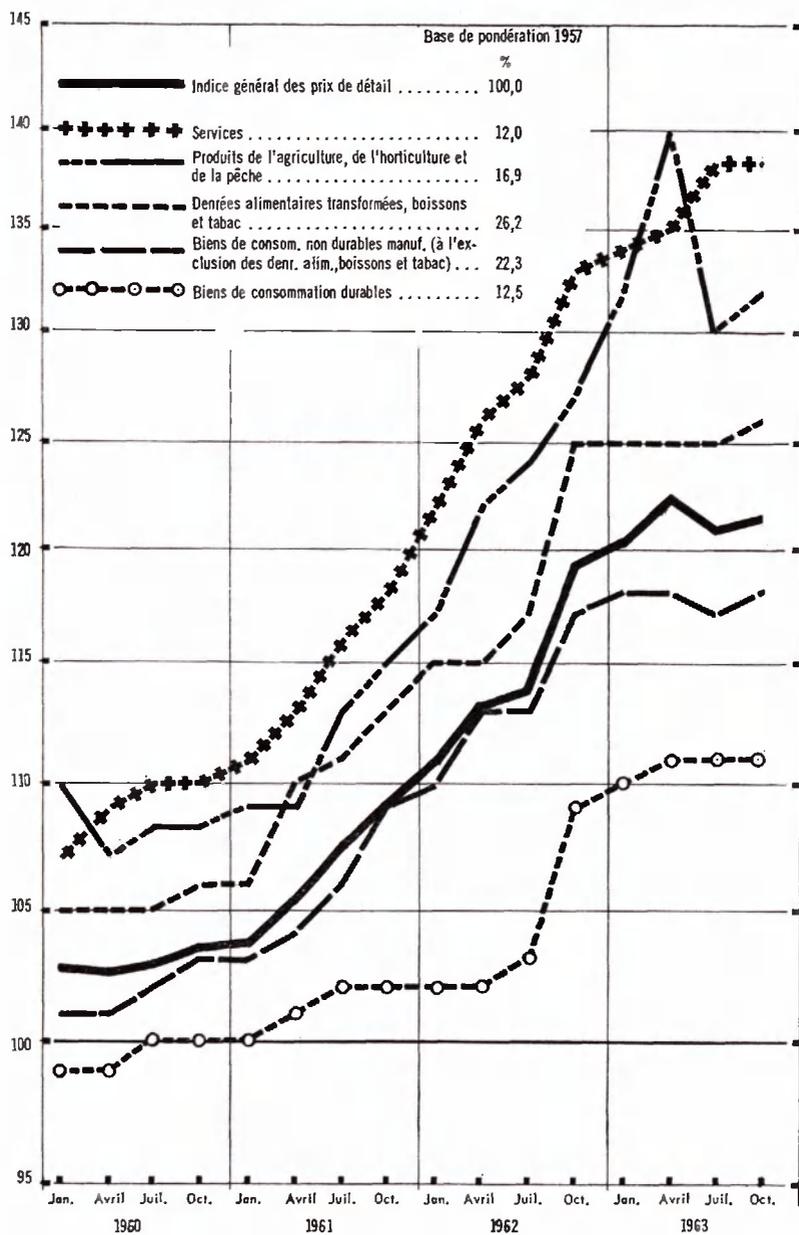
11. Il n'est pas douteux que le programme de stabilisation a eu pour effet de ralentir fortement la progression des salaires nominaux. Alors qu'entre le début de 1961 et le début de 1963 les gains horaires dans les industries manufacturières avaient augmenté à une cadence voisine de 10 % par an, on constate que depuis le relèvement automatique de 3 % que les salaires ont subi au printemps (en vertu des clauses d'échelle mobile) et depuis la majoration de 1,25 % résultant du règlement d'ensemble de mars, une certaine stabilité règne dans ce domaine. Une augmentation de 1 % des salaires a été accordée à l'automne de 1963, à l'occasion de l'entrée en vigueur du nouvel indice retenu pour l'application des clauses d'échelle mobile ; quant au glissement des salaires, son rythme s'est nettement ralenti depuis les premiers mois de 1963.

12. En 1962, l'indice des prix de détail avait augmenté de 8 %, en partie sous l'effet de la taxe sur les ventes instituée en août. En 1963, l'indice est resté assez stable dans l'ensemble. La hausse des prix de gros a également cessé.

#### BALANCE DES PAIEMENTS

13. La balance des paiements courants a été à peu près équilibrée en 1963, contrairement à ce qui s'était passé en 1962 où elle avait accusé un déficit d'environ 250 millions de dollars. Toutefois, l'amélioration a été due en partie à des facteurs exceptionnels. Le premier semestre de l'année a été marqué par des entrées de capitaux assez importantes. Les emprunts contractés par l'Etat se sont maintenus à peu près au même niveau qu'au premier semestre de 1962, mais les collectivités locales ainsi que les compagnies d'électricité et de téléphone ont placé à l'étranger des emprunts beaucoup plus importants que l'année précédente, à cause du niveau élevé des taux d'intérêt pratiqués au Danemark. De son

Graphique 1. INDICE DES PRIX DE DÉTAIL  
JUILLET 1957 = 100



Source : Statistiske Efterretninger.

côté, le secteur privé a procédé à certaines importations de capitaux à long et à court termes. Au deuxième semestre, les importations de capitaux ont été beaucoup plus faibles, notamment de la part du secteur public; cette diminution a été imputable en partie à un changement des conditions de crédit aux Etats-Unis, et en partie au fait que les autorités danoises ont appliqué des restrictions aux emprunts publics extérieurs d'une durée inférieure à dix ans. Les réserves officielles brutes de devises ont augmenté de 160 millions de dollars pendant les onze premiers mois de l'année, pour atteindre près de 380 millions de dollars en novembre, soit environ deux mois d'importations (c.a.f.). Pendant la même période, l'endettement extérieur des banques commerciales a diminué d'environ 60 millions de dollars.

TABLEAU 3. EXPORTATIONS DE PRODUITS INDUSTRIELS ET AGRICOLES

JANVIER-OCTOBRE	EXPORTATIONS DE PRODUITS INDUSTRIELS <sup>1</sup>		EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, A L'EXCLUSION DES CÉRÉALES <sup>2</sup>		EXPORTATIONS NETTES DE CÉRÉALES <sup>3</sup>
	MILLIONS DE COURONNES DANOISES	POURCENTAGE DE VARIATION PAR RAPPORT A L'ANNÉE PRÉCÉDENTE	MILLIONS DE COURONNES DANOISES	POURCENTAGE DE VARIATION PAR RAPPORT A L'ANNÉE PRÉCÉDENTE	MILLIONS DE COURONNES DANOISES
1959 .....	2.743		4.236		—337
1960 .....	3.072	12	4.361	3	—399
1961 .....	3.422	11	4.238	—3	—204
1962 .....	3.836	12	4.397	4	—393
1963 .....	4.380	14	4.788	9	— 82

1. Non compris les navires.

2. Y compris les conserves de lait et de viande.

3. Exportations moins importations.

Source: Renseignements fournis par le Danemark à l'O.C.D.E.

14. L'amélioration de la balance des paiements courants s'explique dans une large mesure par l'évolution favorable de la balance commerciale. Les exportations des dix premiers mois de l'année ont été supérieures de 14 % à celles de la période correspondante de 1962. Les exportations de produits industriels n'ont pas progressé de moins de 19 % au total (de 15 % si l'on ne tient pas compte des navires). Les exportations agricoles ont augmenté d'environ 9 % à la faveur surtout de la hausse des cours du bacon et du beurre au Royaume-Uni et d'un assouplissement temporaire des restrictions à l'importation en vigueur en Italie. Pendant les dix premiers mois de 1963, les importations ont été un peu moins élevées que pendant la période correspondante de 1962, reflétant en cela le plafonnement de l'activité intérieure et le fléchissement de la formation de stocks.

TABLEAU 4. BALANCE DES PAIEMENTS

Millions de dollars.

	1960	1961	1962	1 <sup>er</sup> SEMESTRE	
				1962	1963
Exportations (f.o.b.) .....	1.488	1.531	1.656	796	914
Importations (f.o.b.) .....	1.699	1.772	2.021	968	981
Balance commerciale .....	-211	-241	-365	-172	-67
Recettes nettes au titre des frets .....	77	71	69	36	36
Autres services, montant net .....	73	59	55	21	22
Balance des biens et services .....	-61	-111	-241	-115	-9
Solde des transferts unilatéraux .....	3	1	—	—	—
Balance des paiements courants .....	-58	-110	-241	-115	-9
Solde des mouvements de capitaux publics ..	-5	8	32	27	85
Solde des mouvements de capitaux privés ..	27	69	92	38	-6
Erreurs et omissions .....	11	9	26	13	28
Balance globale .....	-25	-24	-91	-37	98
Avoirs ou engagements des établissements monétaires privés .....	55	21	65	33	-40
Avoirs ou engagements des établissements monétaires centraux .....	-30	3	26	4	-58
Réserves officielles d'or et de devises .....					

Source : Renseignements fournis par le Danemark à l'O.C.D.E. et Bulletin statistique de l'O.C.D.E.

## II. LES PERSPECTIVES

15. La situation intérieure et extérieure devrait être favorable à la reprise d'une croissance plus rapide en 1964. La stabilité économique étant rétablie sur le plan intérieur, les restrictions monétaires ont pu être légèrement assouplies au deuxième semestre de 1963 ; le taux de l'escompte a été ramené de 6,5 à 6 % en août et à 5,5 % en novembre. Il est prévu que le contrôle direct exercé sur les constructions de logements sera progressivement levé, mais cette mesure pourrait s'accompagner d'un resserrement des conditions du crédit hypothécaire. Le système d'épargne obligatoire doit prendre fin en 1964. A l'extérieur, les tendances économiques observées dans la plupart des pays Membres donnent à penser que l'expansion s'y poursuivra en 1964. D'autre part, tout en s'attendant à une diminution des entrées de capitaux au cours des mois à venir, les autorités danoises estiment qu'avec l'appoint fourni par l'accroissement des recettes d'exportation, ces entrées suffiront à financer les importations accrues qu'implique une expansion plus rapide.

16. Dans ces conditions, on peut penser que l'activité augmentera plus vite en 1964 qu'en 1963. L'accroissement prononcé des exportations devrait se poursuivre ; si l'on ne s'attend pas à une augmentation des ventes de produits agricoles, on prévoit par contre de nouveaux et sensibles progrès des exportations industrielles. La demande extérieure devrait en effet rester forte, et il ne semble pas que l'augmentation considérable que les salaires ont subie au cours des dernières années ait affaibli l'aptitude de l'industrie danoise à affronter la concurrence étrangère. Les dépenses publiques marqueront une nouvelle progression et la consommation des particuliers devrait reprendre, stimulée par la majoration de 2,5 % des salaires qui doit intervenir en mars et par l'abrogation du système d'épargne obligatoire. Les autorités danoises prévoient aussi une certaine augmentation de la construction de logements et une progression des investissements fixes des entreprises. Quant aux variations de stocks, elles sont toujours difficiles à prédire ; on prévoit cependant une augmentation des sommes qui seront investies dans ce secteur.

17. L'effet des tendances générales qui viennent d'être exposées sera sans doute suffisant pour que l'économie danoise retrouve en 1964 un taux de croissance plus rapide. Il importe cependant qu'un effort soit fait pour assurer le plein emploi et un taux élevé de croissance à long terme, car c'est seulement dans ces conditions que le Danemark pourra faire avancer de façon satisfaisante la solution des problèmes de structure qui se posent à lui.

### III. LE REMODELAGE DE LA STRUCTURE DE L'ECONOMIE

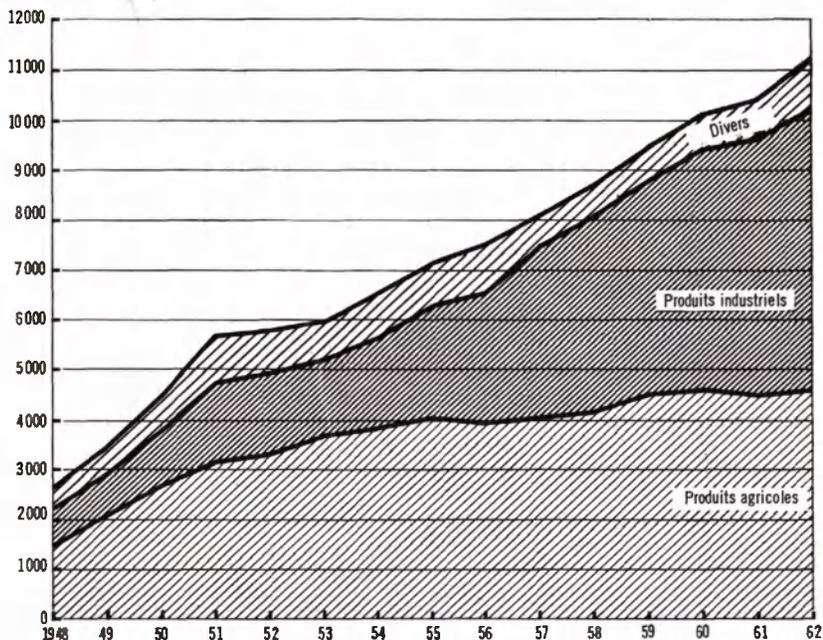
#### DONNÉES DU PROBLÈME

18. Il suffira ici de rappeler succinctement les données du problème. Depuis le début des années 50, les mesures protectionnistes appliquées à l'étranger ont entravé l'expansion des exportations agricoles du Danemark. Bien que les exploitants aient résolu par eux-mêmes une partie de leurs difficultés en se mécanisant et en adoptant des méthodes des plus rationnelles, ces mesures protectionnistes ont freiné à tel point l'expansion de l'agriculture danoise que le revenu de cette dernière n'a pas pu progresser de pair avec celui des autres secteurs et qu'une concentration des exploitations est devenue impérieusement nécessaire. De plus cet état de choses a soulevé de graves problèmes pour les responsables de la politique économique : la lenteur de la progression des exportations agricoles a créé des difficultés sur le plan de la balance des paiements, et l'apparition d'excédents de main-d'œuvre dans l'agriculture a nécessité un accroissement considérable de l'emploi dans les autres secteurs.

19. Dès à présent, les efforts déployés pour accroître l'emploi et les exportations dans les secteurs autres que l'agriculture ont donné

Graphique 2. RECETTES D'EXPORTATION PAR GRANDES CATÉGORIES DE PRODUITS

Millions de cour. dan.



Source : Bilan de l'économie danoise.

d'intéressants résultats. En dix ans (de 1952 à 1962), le montant des exportations de produits non agricoles a augmenté de 175 % et la part du secteur industriel dans le total des exportations de marchandises est passée de 28 à 50 %. Dans le même temps, l'effectif de la population active agricole a diminué d'un tiers. Ces résultats sont cependant nettement insuffisants, car l'agriculture emploie encore à l'heure actuelle 13 % de la population active totale. Le gros obstacle que constituent les mesures de protection appliquées à l'étranger continue d'entraver les exportations agricoles, alors que les produits de l'agriculture représentent encore les 2/5 du total des exportations de marchandises. Comme les exploitants n'utilisent presque plus de main-d'œuvre salariée, la réduction de la population active agricole ne pourra guère se poursuivre que par le biais d'une concentration des exploitations existantes.

#### TACTIQUE A SUIVRE POUR POUVOIR ALLER DE L'AVANT

20. Les trois grandes conditions à remplir pour pouvoir résoudre ce problème sont :

- a) de maintenir le plein emploi et une cadence d'expansion rapide ;

- b) de préserver l'aptitude de l'industrie danoise à affronter avec succès la concurrence extérieure ; et
- c) d'accepter, si le besoin s'en fait sentir et si l'on en a la possibilité, de procéder à des importations modérées de capitaux étrangers à long terme.

21. L'expérience acquise au Danemark et dans d'autres pays montre clairement qu'une expansion rapide, s'accompagnant d'une forte demande de main-d'œuvre, conditionne dans une large mesure à la fois le transfert d'une partie des travailleurs de l'agriculture dans d'autres secteurs et le rythme d'industrialisation de l'économie (voir Tableau 5). De 1950 à 1957, la production danoise avait augmenté assez lentement et le taux de chômage était resté élevé. Alors qu'un nombre considérable de travailleurs abandonnaient l'agriculture, l'industrie ne s'était développée que timidement, malgré diverses mesures spéciales destinées à renforcer la mobilité de la main-d'œuvre et à donner une impulsion aux investissements industriels. Au contraire, la période 1957-1962, qui a vu l'activité économique s'accroître rapidement, a été marquée par un taux élevé d'investissement dans l'industrie et par une forte diminution de la population agricole.

22. Tant pour assurer l'équilibre de la balance des paiements que pour permettre un nouveau développement du secteur industriel, il est manifestement indispensable de veiller à ce que les coûts et les prix danois restent compétitifs. Les exportations de produits industriels

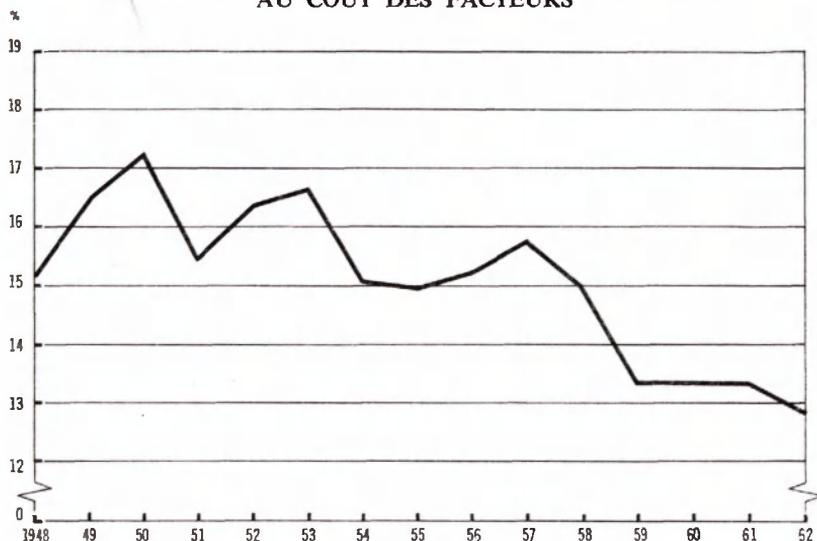
TABLEAU 5. INVESTISSEMENTS DANS L'INDUSTRIE

	UNITÉS DE MESURE	1950-1957	1957-1962
P.N.B. ....	Pourcentage d'accroissement annuel	2,4	5,4
Formation de capital fixe dans l'industrie ....	Pourcentage d'accroissement annuel	3,7	19,8
Formation de capital fixe dans les secteurs non agricoles.....	En pourcentage du P.N.B.	13,8	17,0
Chômage .....	En pourcentage du nombre de travailleurs assurés	9,3	5,8
Fléchissement de l'emploi dans l'agriculture ..	Pourcentage annuel	2,6	4,6

Source : Renseignements fournis par le Danemark à l'O.C.D.E.

ont connu au cours des dix dernières années une progression remarquable, qui s'est encore accélérée durant l'année écoulée, ce qui montre bien que la position de l'industrie danoise face à la concurrence étrangère est forte ; il importe de veiller à ce qu'elle le demeure, de façon que le problème de la balance des paiements pèse d'un poids moins lourd.

**Graphique 3 MONTANT BRUT DES REVENUS DE FACTEURS ÉCHÉANT  
A L'AGRICULTURE, EN POURCENTAGE DU P. N. B.  
AU COUT DES FACTEURS**



Source : Renseignements fournis à l'O.C.D.E. par les autorités danoises.

23. Pendant la plus grande partie de l'après-guerre, le Danemark a éprouvé de grandes difficultés à assurer à la fois le plein emploi de sa main-d'œuvre et l'équilibre de ses paiements extérieurs. Au début des années 50, la forte hausse des cours des produits de base, causée par la guerre de Corée et ses séquelles, avait rendu ce problème particulièrement délicat à résoudre. En recourant dans une certaine mesure à des emprunts à l'étranger, les autorités danoises auraient pu accroître la marge d'expansion de l'activité des investissements intérieurs ; mais à cette époque elles préféraient ne pas faire appel à des importations de capitaux à long terme.

24. Après 1957, le fléchissement des cours des produits de base a eu un effet favorable sur les paiements extérieurs et élargi la marge d'expansion susceptible d'être mise à profit sans que l'équilibre externe s'en trouve compromis. Il semble toutefois qu'en régime de plein emploi et d'expansion rapide, le Danemark reste dans l'obligation de procéder à quelques importations de capitaux pour assurer l'équilibre global de ses opérations avec l'étranger ; en 1963, la balance des paiements courants a été à peu près équilibrée, mais elle aurait été déficitaire si les exportations de navires et la demande pour la constitution de stocks avaient atteint des niveaux plus normaux.

25. L'année 1957 a marqué un tournant dans l'attitude des autorités danoises à l'égard de cette question des emprunts extérieurs, et depuis

lors on a enregistré assez régulièrement des entrées nettes de capitaux à long terme, d'un montant relativement modeste, il est vrai. Les emprunts à l'étranger ne sauraient, bien entendu, remplacer des mesures propres à stimuler l'épargne intérieure, ni dispenser les autorités de mettre en œuvre les moyens requis pour redresser le balance des paiements au cas où elle deviendrait nettement déficitaire sous l'effet d'une inflation interne. Toutefois, si l'on veut assurer le maintien d'un rythme de croissance satisfaisant et qui ne s'accompagne pas de phénomènes inflationnistes, la solution consistant à contracter à l'étranger des emprunts d'un montant modéré ne paraît pas critiquable.

#### PROBLÈMES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

26. Combiner le plein emploi avec une stabilité raisonnable des prix et des paiements extérieurs est toujours difficile. Au Danemark comme ailleurs, la possibilité d'y parvenir mieux que par le passé dépendra en grande partie des mesures qui seront adoptées. Dans le cas du Danemark, l'analyse des faits permet de penser que des améliorations devraient être recherchées dans trois directions :

- a) un emploi plus actif des instruments de politique économique dont le pays dispose déjà ;
- b) la mise au point d'instruments nouveaux ; et
- c) une étude plus systématique du développement à long terme de l'économie.

27. Le Danemark utilise à peu près les mêmes instruments de politique économique que les autres pays. En matière monétaire, ce sont principalement les opérations d'open market et les modifications du taux de l'escompte. En matière budgétaire, le Gouvernement a surtout recouru dans le passé à des modifications de la fiscalité ; il lui est rarement arrivé d'agir sur le montant des dépenses publiques ordinaires en vue de régler le niveau de la demande. Toutefois, le contrôle de la construction (qui s'applique à la moitié environ de l'activité du bâtiment) et la modification du volume des investissements publics constituent des moyens d'action importants.

28. La politique économique suivie en 1962 et 1963 s'est montrée remarquablement efficace. On peut penser toutefois que, si la gamme des mesures mises en œuvre a été spécialement étendue, c'est parce que les milieux politiques avaient acquis la conviction que le pays était déjà aux prises avec une crise économique. On peut à juste titre reprocher à la politique économique du Danemark le caractère tardif que les mesures gouvernementales ont souvent présenté dans le passé, en particulier celles qui avaient pour objet de freiner la demande. Au lieu d'apporter, à un stade précoce, des correctifs relativement minimes à leur politique, les pouvoirs publics ont en règle générale ajourné le moment d'intervenir jusqu'à ce que la situation soit devenue critique ; or, un tel ajournement rend généralement nécessaire par la suite une intervention beaucoup plus vigoureuse, qui est suivie le plus souvent d'une phase de ralentissement.

tissement ou de fléchissement de l'activité économique. Cette critique s'applique peut-être davantage à la politique budgétaire qu'à la politique monétaire, car celle-ci a été modifiée plus souvent et à des stades moins avancés du cycle économique.

29. Tel a été le cas au cours de la phase d'expansion des années 1957 à 1962. Dès 1961 il était manifeste que la progression de la demande intérieure avait pris une ampleur excessive. Or, tandis que le taux de l'escompte avait été relevé dès 1959, puis majoré de nouveau en 1960 et au printemps de 1961, c'est seulement au cours de l'été de 1962 que des mesures ont été prises dans d'autres domaines pour freiner l'accroissement de la demande.

30. La difficulté est dans une large mesure d'ordre politique. Aucun parti ne détenant la majorité absolue au Parlement, le vote de tout texte législatif de quelque importance exige au préalable un accord général entre les formations politiques. Toutefois, il serait sans doute possible d'utiliser de façon plus efficace certains instruments dont le maniement ne requiert pas l'approbation du Parlement. C'est ainsi que la modification systématique de la politique suivie dans le secteur de la construction pourrait être un moyen d'action puissant. Peut-être serait-il souhaitable aussi que le Gouvernement ait en réserve le pouvoir de majorer ou de réduire les impôts et les dépenses publiques dans certaines limites, de manière à être en mesure d'adapter sa politique budgétaire aux modifications de la conjoncture dans les plus brefs délais ; de tels pouvoirs ont été accordés à l'administration centrale dans certains autres pays, notamment en Suède et au Royaume-Uni.

31. Les importants résultats qui pourraient être obtenus grâce à une utilisation plus souple des instruments de politique économique dont les pouvoirs publics disposent déjà ne devraient cependant pas dispenser ceux-ci de chercher à en créer de nouveaux, en particulier pour agir sur l'évolution des salaires et des autres revenus. Au Danemark, comme dans la plupart des autres pays, devant la tendance à la hausse des prix, les pouvoirs publics ont progressivement abouti à la conclusion qu'il leur fallait concevoir un dispositif qui leur donne une prise plus directe sur l'évolution des revenus que les mesures monétaires et budgétaires traditionnelles.

32. Le Danemark n'a guère fait d'effort systématique pour se doter d'une politique des revenus ; cependant, les circonstances ont à diverses reprises amené les pouvoirs publics à intervenir de façon pragmatique dans l'évolution des rémunérations. En 1956 et en 1963, alors que les négociations entre syndicats et employeurs étaient dans une impasse, le législateur a fixé le taux d'augmentation des salaires et des traitements. Bien entendu, il ne saurait être question qu'en temps normal les rémunérations soient déterminées par des interventions de caractère aussi autoritaire. Toutefois, il faut bien voir que les pouvoirs publics sont incités à intervenir de façon plus systématique dans les accords

concernant les salaires et les revenus, du fait du soutien substantiel que le Gouvernement accorde depuis 1961 aux titulaires de revenus agricoles. Etant donné que l'évolution des salaires dans l'industrie est un des éléments importants qui déterminent l'ampleur de ce soutien, il importe qu'une coordination soit réalisée entre les accords concernant les salaires et traitements et ceux qui intéressent les revenus des agriculteurs.

33. Il appartient dans une large mesure aux pouvoirs publics d'assurer cette coordination et de créer dans le public une meilleure compréhension des problèmes en jeu. Une franche confrontation des revendications et des points de vue de toutes les parties intéressées devrait contribuer à mieux faire comprendre l'interdépendance des salaires, des revenus et des prix, et donner à chacun des interlocuteurs une notion plus exacte de l'accroissement des revenus réels que la situation économique autorise. Le Conseil Economique, qui a été créé en 1962 et qui réunit sous la direction de trois économistes des représentants des travailleurs, des entreprises privées et des pouvoirs publics, peut jouer un rôle considérable dans ce sens.

34. Une étude plus systématique des tendances à long terme faciliterait le réglage à court terme de la demande. De même, le problème agricole et les modifications à apporter à la structure de l'économie seraient vus sous un bien meilleur éclairage s'ils étaient replacés dans le cadre des perspectives à long terme de l'ensemble de l'économie. D'une façon plus générale, l'étude systématique des tendances et des politiques à long terme devrait permettre aux pouvoirs publics de définir avec plus de précision leurs objectifs, d'éclairer les rapports qui existent entre ceux-ci et de mieux saisir les moyens de les atteindre.

35. Pour ce qui est du secteur public, un programme triennal de constructions a été adopté au printemps de 1963. Il regroupe les plans de travaux de l'administration centrale et des collectivités locales et vise également les centrales électriques et les installations téléphoniques. Il sera soumis à une révision annuelle, ce qui en fera un programme « continu ». Le Gouvernement est en train d'étudier un programme à long terme analogue pour les travaux publics de génie civil. Il est bien évident que toute étude des perspectives à long terme devra tenir le plus grand compte de ces programmes d'investissements publics ; mais il conviendrait aussi de veiller à leur compatibilité avec l'évolution prévisible dans le secteur privé.

#### IV. CONCLUSIONS

Les principales conclusions qui se dégagent de ce tour d'horizon peuvent se résumer comme suit :

- a) la stabilité économique a été rétablie à la suite des mesures de lutte contre l'inflation prises en 1962 et 1963. Les prix ont

cessé de monter et les réserves de devises ont été portées à un niveau plus satisfaisant. L'augmentation de la production s'est ralentie (2 % environ en 1963), mais le chômage est resté faible.

- b) L'accroissement des réserves de devises peut, dans une large mesure, être imputé aux emprunts contractés à l'étranger. Toutefois, les exportations de produits industriels, qui ont encore augmenté fortement (15 % entre 1962 et 1963), ont contribué aussi pour une part importante à l'amélioration de la balance extérieure. L'accroissement des exportations industrielles permet de penser que la position de l'industrie danoise face à la concurrence étrangère reste forte.
- c) Les pouvoirs publics prévoient que le rythme de croissance de l'économie redeviendra plus rapide en 1964 ; les restrictions qui freinent actuellement la demande intérieure sont en voie d'être quelque peu assouplies, et l'on s'attend que la demande extérieure reste forte dans le secteur des produits industriels.
- d) La solution du problème que pose la structure de l'économie danoise a été largement amorcée au cours des cinq ou six dernières années. Cet effort de remodelage devra cependant être poursuivi. Pour le mener à bien, il faudra que les industries de transformation conservent un rythme de croissance élevé, et il sera sans doute nécessaire que l'effectif de la population agricole diminue encore. L'expérience acquise permet de penser que, dans une économie aussi fortement tributaire du commerce extérieur, tout nouveau progrès sera subordonné dans une large mesure à l'obtention d'une expansion rapide et au maintien de coûts et de prix compétitifs. De plus, il sera peut-être nécessaire de continuer de contracter à l'étranger des emprunts d'un montant modéré, pour maintenir la stabilité de la balance des paiements dans un climat de forte expansion.
- e) Un taux de croissance élevé et un remodelage rapide de la structure de l'économie du pays ne seront possibles que dans la mesure où le Danemark adoptera une politique économique appropriée. Il serait souhaitable, non seulement que les pouvoirs publics utilisent avec plus de promptitude les instruments de politique économique dont ils disposent déjà, mais encore qu'ils cherchent à se doter de nouveaux moyens d'action, afin qu'en particulier l'augmentation des revenus ne devance pas les progrès de la production. Des mesures tendant à donner plus de souplesse à l'affectation des capitaux et de la main-d'œuvre devraient être envisagées. Il serait nettement plus facile de traiter les problèmes de structure et de conjoncture, si des études étaient systématiquement consacrées au développement à long terme de l'économie ; cela permettrait de préciser les objectifs et garantirait la cohérence des mesures prises sous l'empire des événements.

**PAGE BLANCHE**

*ANNEXE STATISTIQUE*

**PAGE BLANCHE**

TABLEAU I. PRODUIT NATIONAL ET DÉPENSES DE LA NATION

AUX PRIX DE 1958	MILLIONS DE COURONNES DANOISES							POURCENTAGE DE VARIATION, CADENCE ANNUELLE		
	1950	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1950-1957	1957-1960	1960-1962
Consommation privée .....	20.329	22.115	23.136	24.520	25.980	27.611	29.153	1,2	5,5	5,9
Consommation du secteur public.....	3.089	4.471	4.500	4.795	5.081	5.381	5.682	5,4	4,3	5,7
Dépenses consacrées à la défense ..	467	951	966	940	1.019	1.114	1.258			
Dépenses civiles .....	2.622	3.520	3.534	3.855	4.062	4.267	4.424			
Formation intérieure brute de capital										
fixe .....	4.381	5.528	5.922	7.142	7.846	8.585	9.534	3,4	12,6	10,2
du secteur d'Etat .....	381	672	740	759	824	951				
des Entreprises .....	4.000	4.856	5.182	6.383	7.022	7.634				
Variations de stocks .....	1.311	719	— 161	853	1.438	668	1.149	—	—	—
Exportations de biens et services ....	7.250	10.716	11.708	12.464	13.460	14.068	14.826	5,7	7,8	4,9
Moins : Importations de biens et services .....	8.074	10.169	10.792	12.995	14.233	14.931	16.837	3,3	12,4	8,8
Produit national brut aux prix du marché.....	28.286	33.380	34.313	36.779	39.572	41.382	43.507	2,4	5,8	4,8

Source : Mémoire soumis par le Danemark à l'O.C.D.E.

TABLEAU II. PRODUIT NATIONAL BRUT AU COUT DES FACTEURS, PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

AUX PRIX DE 1958	MILLIONS DE COURONNES DANOISES					POURCENTAGE DE VARIATION, CADENCE ANNUELLE		
	1950	1957	1960	1961	1962	1950-1957	1957-1960	1960-1962
Agriculture.....	5.249	5.227	5.201	5.404	5.467	0	0	2,5
Industries manufacturières <sup>1</sup> .....	7.763	9.083	11.286	11.695	12.397	2,3	7,5	4,7
Construction.....	1.979	2.324	2.821	3.040	3.177	2,3	6,7	6,2
Transports et Communications.....	2.435	3.330	3.732	3.925	4.108	4,6	3,9	4,9
Commerce de gros et de détail.....	4.126	4.676	6.080	6.370	6.686	1,8	9,4	4,9
Services publics.....	2.268	3.305	3.682	3.909	4.072	5,5	3,7	5,1
Divers.....	3.977	5.172	5.915	6.023	6.424	3,8	4,6	4,2
Produit National Brut au coût des facteurs.....	27.797	33.117	38.717	40.366	42.331	2,5	5,4	4,6

1. Y compris l'artisanat.

Source : Memorandum soumis par le Danemark à l'O.C.D.E.

TABLEAU III. EXPORTATIONS PAR GRANDES CATÉGORIES DE PRODUITS

	PRIX COURANTS EN MILLIONS DE COURONNES DANOISES							POURCENTAGE DU TOTAL DES EXPORTATIONS			
	1950	1957	1960	1961	1962	1962 <sup>1</sup>	1963 <sup>1</sup>	1950	1957	1961	1962
Produits agricoles.....	2.846	4.081	4.640	4.513	4.608	2.357	2.494	63,0	50,1	43,2	40,9
Produits industriels.....	1.332	3.473	4.819	5.176	5.664	2.733	3.376	29,4	42,7	49,5	50,3
Divers.....	345	584	700	769	984	363	396	7,6	7,2	7,3	8,8
Total.....	4.523	8.138	10.159	10.458	11.256	5.453	6.266	100,0	100,0	100,0	100,0

1. 1<sup>er</sup> semestre.

Source : Etude Economique du Danemark, Vareomsaetningen Med Udlandet.

TABLEAU IV. PRODUCTION, EMPLOI ET AUTRES INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Chiffres trimestriels.

	UNITÉS	1961				1962				1963		
		I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III
1. Production agricole, production animale .....	1953 = 100	120	131	128	121	125	135	122	119	125	135	
2. Main-d'œuvre :												
a) Chômeurs assurés, en chômage pendant plus de 6 jours .....	pour cent	2,7	0,9	0,4	1,6	2,6	0,6	0,3	2,5	5,5	0,8	
b) Nombre d'heures travaillées par mois dans les industries manufacturières .....	1953 = 100	121	109	106	120	119	121	105	118	115	115	101
3. Construction mécanique: total des commandes en carnet (en fin de période) :												
a) Industrie mécanique .....	1958 = 100	241	232	217	223	222	194	183	177	171		
b) Industrie électrique .....	—	247	306	360	263	275	296	274	269	252		
c) Construction navale .....	—	635	606	584	596	583	567	515	485	390		
4. Chiffre d'affaires du commerce de détail .....	1953 = 100	135	148	157	186	152	172	175	195	161	183	
5. Bâtiment et construction :												
a) Mises en chantier (zones urbaines) .....	1 000 m <sup>2</sup>	1.344	1.106	1.034	1.065	994	1.601	1.247	1.034	600	1.230	1.196
b) Logements en construction (en fin de période) .....	1 000's	30,7	31,9	31,7	30,5	31,0	33,5	33,6	32,3	29,5	31,0	31,4

Source : Statistiques Générales de l'O.C.D.E., Statistiske Efterretninger.

TABLEAU V. SITUATION MONÉTAIRE

	UNITÉS	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963		
								1 <sup>er</sup> TRIM.	2 <sup>e</sup> TRIM.	3 <sup>e</sup> TRIM.
<i>Banque Centrale :</i>										
	Millions de									
1. Avoirs extérieurs nets <sup>1</sup> .....	couronnes	175	796	1.301	1.505	1.483	1.322	1.372	1.787	2.204
2. Créances nettes sur l'Etat .....	—	2.132	2.153	1.675	1.261	1.578	1.395	1.043	1.120	1.305
3. Prêts :										
a) aux banques commerciales	—	197	317	460	510	616	991	945	618	337
b) à d'autres établissements ..	—	55	44	62	62	50	101	95	90	94
4. Titres .....	—	505	556	464	472	478	839	822	864	744
5. Billets en circulation .....	—	2.432	2.642	2.892	3.005	3.318	3.504	3.354	3.546	3.498
6. Dépôts des banques commer- ciales .....	—	332	820	703	486	578	758	488	490	738
7. Autres dépôts .....	—	37	44	48	61	69	73	100	75	66
<i>Banques commerciales :</i>										
8. Avoirs extérieurs nets .....	—	266	456	323	1	— 166	— 548	— 337	— 286	— 171
9. Situation nette à l'égard de la Banque Centrale .....	—	135	503	243	— 24	— 38	— 233	— 457	— 128	401
10. Prêts .....	—	6.994	7.422	8.946	10.412	11.740	13.399	13.630	14.128	13.918
11. Titres .....	—	1.395	1.902	2.001	1.857	1.933	2.218	2.211	2.214	2.368
12. Dépôts .....	—	7.872	9.233	10.451	11.090	12.260	13.453	13.376	14.377	14.729
13. Rendement des obligations d'Etat .....	pour cent	7,10	6,09	5,58	5,99	6,47	7,04	7,06	6,93	6,52
14. Taux de l'escompte .....	pour cent	5,5	4,5	5,0	5,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,0 <sup>2</sup>

1. Y compris les réserves en or.

2. A compter du 13 novembre le taux de l'escompte s'est établi à 5,5 %.

Source : Monetary Review, novembre 1963.

# O.E.C.D. SALES AGENTS

## DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'O.C.D.E.

**ARGENTINA - ARGENTINE**  
Editorial Sudamericana S.A.,  
Alsina 500, BUENOS AIRES.

**AUSTRALIA - AUSTRALIE**  
B.C.N. Agencies Pty. Ltd.,  
62 Wellington Parade, East MELBOURNE, C.2.

**AUSTRIA - AUTRICHE**  
Gerold & Co., Graben 31, WIEN I.  
Sub-Agent : GRAZ : Buchhandlung Jos. A. Kienreich, Sackstrasse 6.

**BELGIUM - BELGIQUE**  
N.V. Standaard-Boekhandel,  
Huidevestersstraat 57, ANTWERPEN.  
Librairie des Sciences (R. Stoops),  
76-78, Coudenberg, BRUXELLES.

**BRAZIL - BRÉSIL**  
Livraria Agir Editôra,  
Rua Mexico 98-B, RIO DE JANEIRO.

**CANADA**  
Queen's Printer - Imprimeur de la Reine,  
OTTAWA.

Prepayment of all orders required.  
Les commandes sont payables d'avance.

**CUBA**  
La Casa Belga, O'Reilly 455, HAVANA.

**DENMARK - DANEMARK**  
Ejnar Munksgaard Forlag, Nørregade 6,  
KØBENHAVN K.

**FINLAND - FINLANDE**  
Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 2,  
HELSINKI.

**FRANCE**  
Bureau des Publications de l'O.C.D.E.  
2, rue André-Pascal, Paris-16<sup>e</sup>.

**GERMANY - ALLEMAGNE**  
Deutscher Bundes-Verlag G.m.b.H.  
Postfach 9380, 53 BONN  
Sub-Agents : BERLIN : Elwert & Meurer.

MÜNCHEN : Hueber. HAMBURG : Reuter-  
Klößner ; und in den maassgebenden Buchhand-  
lungen Deutschlands.

**GREECE - GRÈCE**  
Librairie Kauffmann, 21, rue du Stade, ATHÈNES.

**ICELAND - ISLANDE**  
Snæbjörn Jónsson & Co, h.f.,  
Hafnarstræti 9,  
P.O. Box 1131, REYKJAVIK.

**INDIA - INDE**  
International Book House Ltd.,  
9 Ash Lane, Mahatma Gandhi Road, BOMBAY I.  
Oxford Book and Stationery Co.,  
Scindia House, NEW DELHI.  
17 Park Street, CALCUTTA.

**IRELAND - IRLANDE**  
Eason & Son, 40-41 Lower O'Connell Street,  
DUBLIN.

**ISRAEL**  
Blumstein's Bookstores Ltd.,  
35 Allenby Road, and 48 Nahlath Benjamin St.  
TEL-AVIV.

**ITALY - ITALIE**  
Libreria Commissionaria Sansoni  
Via Gino Capponi 26, FIRENZE.  
Via Paolo Mercuri 19/B, ROMA. Corso Cavour 93,  
BARI.

Sous-Dépositaires : GENOVA : Libreria Di Stefano.  
MILANO : Libreria Hoepli.  
NAPOLI : Libreria L. Cappelli.  
PADOVA : Libreria Zannoni.  
PALERMO : Libreria C. Cicala Inguaggiato.  
ROMA : Libreria Rizzoli, Libreria Tombolini.  
TORINO : Libreria Lattes.

**JAPAN - JAPON**  
Maruzen Company Ltd.,  
6 Tori-Nichome Nihonbashi, TOKYO.

**LUXEMBOURG**  
Librairie Paul Bruck, 33, Grand'Rue,  
LUXEMBOURG.

**MOROCCO - MAROC**  
Aux Belles Images 281, Avenue Mohammed V  
RABAT.

**THE NETHERLANDS - PAYS-BAS**  
Wholesale Agent : Meulenhoff & Co., N.V. Impor-  
teurs, Beulingstr., 2, AMSTERDAM.  
Principal Retailer : W.P. Van Stockum & Zoon  
Buitenhof 36, DEN HAAG.

**NEW ZEALAND - NOUVELLE ZÉLANDE**  
Government Printing Office,  
20 Molesworth Street (Private Bag), WELLINGTON  
and Government Bookshops at  
Auckland (P.O.B. 5344)  
Christchurch (P.O.B. 1721)  
Dunedin (P.O.B. 1104)

**NIGERIA**  
University Bookshop Nigeria Ltd.,  
University College, IBADAN.

**NORWAY - NORVÈGE**  
A/S Bokhjornet, Lille Grensen 7, OSLO.

**PAKISTAN**  
Mirza Book Agency, 9-A Shah Alam Market,  
LAHORE 3.

**PORTUGAL**  
Livraria Portugal, Rua do Carmo 70, LISBOA.

**SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD**  
Van Schaik's Book Store Ltd.,  
Church Street, PRETORIA.

**SPAIN - ESPAGNE**  
Mundi Prensa, Castelló 37, MADRID.  
Libreria Bosch, Ronda Universidad 11  
BARCELONA.

**SWEDEN - SUÈDE**  
Fritzes, Kungl. Hovbokhandel,  
Fredsgatan 2, STOCKHOLM 16.

**SWITZERLAND - SUISSE**  
Librairie Payot, 40, rue du Marché, GENÈVE et à  
LAUSANNE, NEUCHÂTEL, VEVEY, MONTREUX,  
BERNE, BALE et ZURICH.

**TURKEY - TURQUIE**  
Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu,  
ISTANBUL et 12, Ziya Gökalp Caddesi, ANKARA.

**UNITED KINGDOM and CROWN  
COLONIES - ROYAUME-UNI**  
H.M. Stationery Office, P.O. Box 569,  
LONDON. S.E.1.

Branches at : EDINBURGH, BIRMINGHAM,  
BRISTOL, MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

**UNITED STATES OF AMERICA**  
McGraw-Hill Book Company, O.E.C.D.-Unit,  
TMIS Annex, 351 West 41st Street,  
NEW YORK 36, N.Y.

**YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE**  
Jugoslovenska Knjiga, Marsala Tita, 23, P.O.B. 36,  
BEOGRAD.

Les commandes provenant des pays où l'O.C.D.E. n'a pas encore désigné de dépositaire  
peuvent être adressées à :

O.C.D.E., Bureau des Publications, 2, rue André-Pascal, Paris-16<sup>e</sup>

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to  
O.E.C.D., Publications Office, 2, rue André-Pascal, Paris-16<sup>e</sup>

PUBLICATIONS DE L'O. C. D. E.  
2, rue André-Pascal, Paris-XVI<sup>e</sup>  
Dépôt légal n° 1.148 Janv. 1964.  
N° 16.886



*IMPRIMÉ EN FRANCE*

## ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

L'O.C.D.E. publie chaque année une série d'études économiques par pays.

La nouvelle série 1963-1964 comprendra des études sur les pays suivants.

ALLEMAGNE \*  
AUTRICHE  
CANADA \*  
DANEMARK  
ESPAGNE  
ÉTATS-UNIS \*  
FRANCE  
GRÈCE  
IRLANDE  
ISLANDE \*  
ITALIE  
JAPON  
NORVÈGE  
PAYS-BAS  
PORTUGAL  
RÉPUBLIQUE SOCIALISTE  
FÉDÉRATIVE DE YOUGOSLAVIE  
ROYAUME-UNI  
SUÈDE  
SUISSE  
TURQUIE  
U.E.B.I.

\* déjà paru

*Prix par fascicule : F 3 FS 3 DM 2,50 5 s. US \$ 0,80*

*Abonnement à la série complète : F 42 FS 42 DM 35 £ 3 3 s. US \$ 10*